

LE GOUVERNEMENT VIENT D'INSTRUIRE LES WALIS : Plus de 6 000 locaux de l'OPGI et de l'AADL cédés aux jeunes chômeurs

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a chargé les ministres de l'Intérieur et de l'Habitat de procéder à l'affectation des locaux demeurés inoccupés des deux plus gros constructeurs du pays que sont l'OPGI et l'AADL, au profit des «jeunes chômeurs, prioritairement ceux qui avaient été privés de leurs commerces informels», nous confie une source sûre.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Le gouvernement a recensé plus de 6 000 locaux OPGI et AADL inoccupés à travers le pays, répartis sur plus de 300 communes, essentiellement les chefs-lieux de wilaya et les grands centres urbains», nous explique encore notre source.

«D'ailleurs, les quarante-huit walis viennent d'être instruits par Daho Ould Kablia d'entamer l'application de cette décision du gouvernement. Chaque wali est ainsi chargé d'installer, sans délai, une commission de wilaya qu'il présidera et qui se chargera, à son tour,

de mener l'opération.» Chaque commission de wilaya aura donc à examiner les dossiers au cas par cas pour, d'abord, identifier les bénéficiaires auxquels est réellement destinée cette mesure et, partant, prévenir d'indus demandeurs qui ne manqueront certainement pas, et, ensuite, veiller à une répartition rationnelle des activités commerciales à autoriser.

«La nature de l'activité doit être dégagée en fonction des besoins du quartier concerné.» Par cette mesure, le gouvernement compte atteindre trois objectifs essentiels : la poursuite de la lutte contre le



Sellal met fin à une situation d'anarchie propice à toute sorte de problèmes.

commerce informel et l'absorption d'une partie de la masse des chô-

meurs. Le troisième objectif étant, lui, du domaine de l'ordre public,

voire même sécuritaire. «Les lieux où s'exerçait l'activité du commerce informel étaient, parfois, des foyers d'insécurité avérés. Par contre, en mettant à la disposition des jeunes commerçants des locaux en dur, légaux, sécurisés et connus des pouvoirs publics et des services compétents, on mettra fin à une situation d'anarchie propice à toute sorte de problèmes.» Notre interlocuteur précisera, en outre, que les futurs bénéficiaires se verront délivrer des registres de commerce et bien d'autres avantages comme la mise à leur disposition desdits locaux gratuitement pendant une année. «Au bout de cette année de gratuité, le bénéficiaire aura à choisir entre deux options : un contrat de location ou alors celui de la location-vente.»

K. A.

ZHOR OUNISSI :

«Les enfants ne doivent plus être un champ d'expériences»

De la place qu'occupent les intellectuels, au printemps arabe en passant par la réforme du système éducatif, Zhor Ounissi a donné hier son appréciation au sujet de plusieurs questions d'actualité. Elle était l'invitée du forum du quotidien El Wassat. De par son passage à la tête du ministère de l'Education, Zhor Ounissi attache au secteur une importance particulière. Elle considère que l'école ne peut être à l'abri des spasmes qui agitent la société. Revenant sur son passage au ministère de l'Education, elle dira que les 18 mois qu'elle y a passés ont à peine été suffisants pour réformer l'administration et régler le problème de la disponibilité du livre scolaire. Les réformes ? Elle pense que les écoliers ne doivent pas être un champ d'expériences plaidant pour une vraie réforme. L'apprentissage des langues, assure-t-elle, doit, quant à lui, être laissé en dehors du cercle des batailles idéologiques, tout comme la religion. Elle dit ne pas être contre l'apprentissage de la langue française mais contre l'attachement idéologique à cette langue. Interrogée au sujet des partis politiques, Zhor Ounissi s'est montrée particulièrement sévère avec la classe politique appelant à une véritable opération de décantation car, dit-elle, la pléthore de partis politiques ne s'est pas accompagnée de qualité. En lieu et place des partis politiques budgétivores, elle préférerait voir une société civile plus active. Même le FLN, parti au sein duquel elle a longtemps milité, ne trouve pas grâce à ses yeux. Elle dit qu'à défaut d'être «nettoyé des opportunistes», il ne pourra plus mériter le sigle historique dont se réclament l'ensemble des Algériens. Elle plaide pour l'arrivée des jeunes à la tête de sa direction. Interrogée au sujet des relations algéro-françaises, elle dira que l'heure n'est plus au pardon, pardon qui, dit-elle, ne servira à rien mais insiste sur la question de la récupération des archives. Sur un plan régional, elle dira regretter que ce qui s'appelle communément printemps arabe ne se soit transformé en automne puisque, dit-elle, si tous les ingrédients étaient réunis dans les pays en question pour qu'une révolte ait lieu, les événements qu'a connus la région ne peuvent que répondre à des agendas bien particuliers.

Nawal Imès

DÉVELOPPEMENT DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

L'Algérie risque-t-elle de rater sa révolution ?

«L'Algérie vit en marge des pays en pleine révolution dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC)», estiment les experts.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - L'Algérie s'est mise sur le banc des spectateurs pour participer à la révolution des pays dans le domaine des Nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Pourtant, estime Guerrar Yacine, consultant dans les technologies de l'information, qui intervenait hier au forum du quotidien *DK News*, «tout le monde, y compris le président de la République, reconnaît que les nouvelles technologies sont une roue de secours pour un pays dont l'économie est basée uniquement sur les hydrocarbures, mais sur le terrain, rien n'est fait».

Selon ce consultant, «l'Algérie parle depuis plusieurs années de l'introduction des TIC dans l'éco-

nomie et jusqu'au jour d'aujourd'hui, nous sommes encore au stade des discussions». E-commerce, E-Learning, E-Algérie (un programme finalisé en 2008 et qui n'est toujours pas mis en place), E-paiement, 3G... Autant de programmes que l'Algérie compte lancer, mais la réglementation tarde à voir le jour.

Pourtant, estime l'intervenant, des initiatives «clandestines» ont été lancées par des jeunes dans le domaine des nouvelles technologies.

Le consultant a rappelé qu'en 2005, le président Bouteflika avait annoncé que dans le cadre du programme Ousratic, cinq millions de familles seront connectées à l'Adsl.

«Nous sommes en 2012 et nous avons un million d'abonnés. Nous n'avons même pas atteint 10% des objectifs», a souligné M. Guerrar. Cependant, dira-t-il, le constat sur le retard qu'accuse l'Algérie dans l'introduction des

TIC est fait depuis plusieurs années. «À ce jour, aucune solution ne profile à l'horizon pour pallier cette carence», regrette-t-il.

Pourtant, poursuit-il, le premier test sur la 3G s'est fait en Algérie en 2004 déjà. Pour M. Guerrar, «il ne suffit pas de parler des TIC mais il faut qu'une stratégie claire soit mise en œuvre».

Comment y arriver ? Selon l'intervenant, il faut une volonté qui doit être accompagnée par des moyens financiers et des personnes capables de mener et de mettre en place cette stratégie.

«Nous sommes en train de rater un grand virage, il faut réagir» estime l'intervenant pour qui l'Algérie n'a rien à inventer, «il suffit de faire du copier-coller sur ce qui se fait ailleurs».

Un avis partagé par M. Dahmani, directeur de la recherche au Cerist qui estime qu'on n'a pas encore raté le train, «si on démarre maintenant».

S. A.

AFFAIRE ALGÉRIE TÉLÉCOM-ZTE ET HUAWEI

Le verdict attendu pour le 11 décembre prochain

Le verdict dans le procès de l'affaire Mohamed Boukhari, ex-cadre dirigeant d'Algérie Télécom, accusé de «transactions douteuses et blanchiment d'argent», sera rendu le 11 décembre prochain. La décision a été prise avant-hier, tard dans la soirée, par le président du tribunal correctionnel près la cour d'Alger, six heures après les plaidoiries des avocats de la défense.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le représentant du ministère public avait requis des peines très lourdes à l'encontre des différentes parties mises en cause dans cette affaire. Ainsi, il a requis une peine de 20 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8 millions de dinars contre Mohamed Boukhari et Chani Majdoub, un homme d'affaires algéro-luxembourgeois, pour les chefs d'in-

culpation de «transactions douteuses et blanchiment d'argent» au préjudice d'Algérie Télécom. Concernant les personnes morales que sont les deux sociétés chinoises ZTE Algérie et Huawei Algérie, le tribunal avait requis une amende de 5 millions de dinars contre chacune d'elles ainsi que leur exclusion des marchés publics pendant cinq ans avec la saisie des biens consignés dans le dossier. En première instance, une peine de dix-huit ans de prison ferme avait été prononcée par le tribunal de Sidi M'hamed contre les deux mis en cause.

Le tribunal a également décidé de saisir les biens de Mohamed Boukhari au Luxembourg ainsi que le gel de ses comptes bancaires. Le tribunal avait, en outre, condamné par contumace à 10 années de prison ferme, trois cadres de deux sociétés chinoises ZTE Algérie et Huawei Algérie que

sont Dong Tao, Chen Zhibo et Xiao Chuhfa pour «trafic d'influence». Des mandats d'arrêt internationaux ont été lancés contre eux.

Concernant les sociétés ZTE Algérie et Huawei Algérie, la même instance judiciaire leur avait infligé une amende de 3 millions de dinars chacune ainsi que leur exclusion des marchés publics pendant 2 ans pour «corruption et trafic d'influence». Dans leur plaidoirie, les avocats de la défense ont plaidé l'acquiescement de leurs clients, arguant que ces derniers «n'ont point porté préjudice à Algérie Télécom» ou encore que l'accusation n'a avancé aucun argument pour justifier ses demandes.

Au moins huit avocats ont défilé à la barre, dont un venu spécialement de France pour assurer la défense de Chani Medjdoub.

Selon l'arrêt de renvoi, l'affaire a éclaté à l'occasion de l'instruction entamée dans le

cadre du dossier de l'autoroute Est-Ouest suite à une commission rogatoire internationale qui a conduit le juge d'instruction de la 9^e chambre près le pôle judiciaire de Sidi M'hamed au Luxembourg.

L'instruction a ainsi révélé que Mohamed Boukhari et Chani Majdoub avaient perçu des «pots-de-vin à l'étranger (Luxembourg) en relation avec des transactions douteuses (en matière de télécommunications et d'Internet) conclues par Algérie Télécom et les deux sociétés chinoises ZTE Algérie et Huawei Algérie».

Les sociétés ZTE Algérie et Huawei Algérie avaient versé en contrepartie de ces transactions des «commissions» au profit de deux sociétés de consulting appartenant à Boukhari et Chani dans des comptes «off-shore» ouverts au Luxembourg.

A. B.